



Conseil économique et social

Distr. générale
18 décembre 2007
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-deuxième session

25 février-7 mars 2008

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 :
égalité entre les sexes, développement et paix pour
le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques
et mesures à prendre dans les domaines critiques
et nouvelles mesures et initiatives : financement de la promotion
de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes**

Déclaration présentée par Delta Sigma Theta Sorority, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2008/1.



Déclaration

Delta Sigma Theta Sorority, Inc., organisation qui attache une grande importance au renforcement du pouvoir d'action des femmes aux niveaux local, national et mondial, est heureuse de voir que la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies va examiner le thème intitulé « Financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes » à sa cinquante-deuxième session.

Les activités de Sorority sont organisées autour de cinq grands axes : le développement économique, le développement de l'éducation, la sensibilisation et la participation aux affaires internationales, la promotion de la santé physique et mentale et la sensibilisation et la participation politiques.

Sorority note que si un certain nombre de conférences et de déclarations internationales ont reconnu que la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est un facteur déterminant pour la réalisation d'un développement durable, ce constat n'a souvent pas donné lieu à des initiatives concrètes pour assurer une mise en œuvre effective.

Comme l'a fait observer la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, les gouvernements se sont engagés à financer la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au niveau international, notamment dans le cadre du Programme d'action de Beijing (1995), de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (2000), du Sommet du Millénaire (2000), du Consensus de Monterrey (2002) et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), mais peu de progrès ont été faits sur le plan de la mobilisation et de la répartition des ressources pour traduire ces engagements en actes.

S'il est vrai qu'un certain nombre de gouvernements ont pris des initiatives pour intégrer la problématique des sexes dans leurs budgets nationaux de manière à assurer la prise en compte des besoins des femmes aussi bien que ceux des hommes, les ressources dégagées jusqu'à présent pour le financement des politiques et des programmes qui visent à favoriser l'amélioration de la condition des femmes se sont révélées insuffisantes.

Par ailleurs, dans toutes les régions du monde, les femmes ont été largement sous-représentées parmi les principaux décideurs sur les marchés des capitaux et au sein des institutions financières. Par voie de conséquence, les questions qui les préoccupent le plus sont souvent marginalisées dans les processus d'élaboration des politiques et de prise des décisions aux niveaux tant des pouvoirs publics que du secteur privé.

Nous appelons l'attention sur le fait que, outre les financements assurés par le secteur public et les donateurs, des fonds et des fondations ont été mis sur pied pour mobiliser des ressources au profit des activités qui visent à promouvoir l'égalité des sexes. Parmi eux figurent les fonds pour la promotion de la femme qui ont été créés dans un grand nombre de pays en vue de financer les organisations locales, nationales et régionales actives dans ce domaine.

Delta n'ignore pas que le financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est une entreprise délicate et complexe, dont les

caractéristiques varient d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Pourtant, il faut s'y atteler d'urgence sur tous les fronts et à tous les niveaux.

Les femmes, en particulier celles qui se trouvent dans les secteurs les plus pauvres et plus marginalisés, vivent dans des conditions défavorables qui limitent le libre exercice de leurs droits et leur capacité de développement. Il faut agir rapidement pour répondre à leurs besoins.

Tout en sachant que le microcrédit ne permet pas à lui seul d'éliminer les obstacles qui entravent l'accès des femmes aux marchés et aux ressources financières, nous voyons néanmoins en lui un instrument qui contribue à l'autonomisation des femmes et de leur famille grâce à l'octroi de prêts économiques aux petites entreprises gérées par des femmes. Delta collabore avec des organismes qui œuvrent dans ce domaine et a accordé récemment une aide financière à Opportunity International pour faciliter l'octroi de microprêts à des femmes ghanéennes par cette organisation.

L'incidence des inégalités économiques s'accroît lorsque les femmes n'ont pas accès aux services de base. Dans ce contexte, Sorority s'emploie également à assurer un accès à l'eau potable à certains établissements scolaires du Kenya et, par l'intermédiaire du National Council of Women, finance la construction de puits dans plusieurs localités au Ghana.

Nous nous réjouissons à la perspective de participer aux travaux de la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, d'autant plus que c'est la première fois que le financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait l'objet d'un point spécifique à l'ordre du jour de la Commission. Les débats offrent une chance exceptionnelle d'élargir le dialogue sur cette question extrêmement importante et de recommander les mesures pratiques qui s'imposent pour accélérer la réalisation des engagements existants, notamment ceux énoncés dans le Programme d'action de Beijing.

Nous sommes également heureux d'avoir l'occasion de contribuer aux débats de la cinquante-deuxième session de la Commission lorsqu'elle examinera les conclusions concertées sur la participation des femmes, dans des conditions d'égalité, à la prévention des conflits, à leur gestion et leur règlement et à la consolidation de la paix après les conflits. En particulier, nous encourageons une réflexion sur ce qui pourrait être fait pour renforcer le rôle des femmes dans les négociations, les pourparlers de paix et les activités de reconstruction et de planification après un conflit, ainsi que pour assurer l'application des autres recommandations qui figurent dans la résolution.